



Assemblée générale

Distr. générale
30 mars 2010
Français
Original : espagnol

Quatrième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects

New York, 14-18 juin 2010

Lettre datée du 22 mars 2010, adressée au Haut-Représentant pour les affaires de désarmement par le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies

Me référant à la quatrième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui se tiendra à New York du 14 au 18 juin 2010, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la lettre que le Président désigné de cette réunion, l'Ambassadeur Macedo, a adressée à tous les États Membres de l'Organisation au sujet des consultations s'y rapportant.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de ladite lettre comme document de la quatrième Réunion biennale.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Mexique
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Claude **Heller**



**Annexe à la lettre datée du 22 mars 2010 adressée
au Haut-Représentant pour les affaires de désarmement
par le Représentant permanent du Mexique
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais]

J'ai l'honneur de m'adresser à vous en ma qualité de Président désigné de la quatrième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui se tiendra à New York du 14 au 18 juin 2010.

Après avoir procédé, au cours des derniers mois, à de nombreuses consultations à New York, Genève, Kigali, Sydney et Lima, et après avoir participé à plusieurs réunions avec les États, les organisations internationales et régionales et les représentants de la société civile et du monde universitaire, je constate avec satisfaction que la plupart des parties prenantes sont convaincues de la nécessité qu'il y a à poursuivre sur la lancée de la troisième Réunion biennale pour obtenir des résultats concrets et, par là, jeter les bases d'une Conférence d'examen sur les armes légères couronnée de succès en 2012.

Je me félicite que les États se soient montrés aussi disposés à évoquer leurs motifs de préoccupation et, conformément au paragraphe 12 du dispositif de la résolution 63/72 de l'Assemblée générale, je leur ai demandé d'indiquer quels étaient les questions ou les thèmes prioritaires à traiter lors de la quatrième Réunion biennale, y compris les problèmes de mise en œuvre auxquels ils se heurtaient et les solutions possibles, ainsi que la suite donnée à la troisième Réunion biennale.

Ayant reçu différentes propositions, j'aurais aimé pouvoir évoquer chacune d'entre elles. Néanmoins, au vu du temps limité imparti pour cette réunion, je me suis efforcé de recenser ci-dessous les questions faisant l'objet d'un large consensus :

- a) Prévention du commerce international illicite des armes légères et de petit calibre et lutte contre ce commerce;
- b) Coopération et assistance internationales;
- c) Mise en place de mécanismes officiels de suivi du Programme d'action et préparatifs de la Conférence d'examen, de 2012, et de la réunion du Groupe d'experts, de 2011.

Il faut ajouter à ces questions le thème évoqué au paragraphe 7 du dispositif de la résolution 64/50, dans lequel l'Assemblée générale a rappelé que la quatrième Réunion biennale serait chargée d'examiner la mise en œuvre de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites.

J'ai fait valoir auprès des délégations combien la prévention avait un rôle fondamental à jouer dans toutes les mesures qui seraient prises pour lutter contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, et je propose d'inscrire à l'ordre du jour de la Réunion la question de la promotion du dialogue et d'une culture de paix.

Au vu de l'importance que revêt la poursuite d'un dialogue constructif et ouvert, et étant entendu que la Réunion doit être l'occasion d'évoquer d'autres questions liées au commerce illicite des armes légères et de petit calibre, une séance spéciale sera consacrée aux autres questions intéressant les États. Cela pourra être l'occasion de préparer les travaux que le Groupe d'experts mènera en 2011 ou de définir des thèmes de discussion possibles pour la Conférence d'examen de 2012.

Pour faciliter les préparatifs de la Réunion et favoriser, comme il se doit, l'inclusion d'un nombre maximal de propositions dans le document final, j'ai entrepris des consultations aux fins de désigner, comme précédemment, des amis du Président qui coordonneront les négociations relatives aux thèmes proposés. Le processus de sélection touche maintenant à sa fin.

Je tiens à remercier les groupes régionaux d'avoir présenté leurs candidatures pour les futurs membres du Bureau, avec lesquels j'ai l'intention de travailler en étroite collaboration. J'ai le plaisir de vous informer que les candidats suivants ont été désignés : Australie, Bélarus, Bulgarie, Finlande, Guatemala, Japon, Pérou, Philippines, Pologne, République de Corée et Suisse. Je souhaiterais aussi inviter le Groupe des États d'Afrique à désigner ses candidats dans les meilleurs délais.

Je tiens également à souligner combien il sera important de faire le meilleur usage possible du temps dont nous disposerons, afin de permettre un examen approfondi des points inscrits à l'ordre du jour et de favoriser un dialogue interactif entre les délégations. Comme précédemment, il n'y aura pas de débat général. J'invite les États à présenter leurs positions générales par écrit et à faire part des progrès accomplis au niveau national dans le cadre de leur rapport annuel. À cet égard, il est essentiel que les rapports nationaux soient communiqués au Bureau des affaires de désarmement dans les meilleurs délais.

S'agissant des règles de procédure, je propose que l'on applique les mêmes que lors des réunions précédentes (A/CONF.192/L.1).

J'ai le plaisir de vous signaler qu'un segment spécial de la Réunion sera consacré à la participation des organisations non gouvernementales et des autres acteurs de la société civile, qui pourront intervenir lors de toutes les séances thématiques en prenant la parole à la suite des représentants des États et des organisations intergouvernementales invitées.

J'invite les États à intégrer des représentants de la société civile à leurs délégations et à informer au plus tôt le Secrétariat de la composition de ces dernières, afin que les participants puissent savoir, avant le début de la Réunion, quels seront leurs interlocuteurs.

Je compte poursuivre mes consultations avec les États, les organisations régionales et internationales et les autres acteurs intéressés. J'organiserai le 19 mars, à New York, une séance de consultation durant laquelle j'espère présenter un projet de programme de travail. En outre, j'assisterai à la Réunion régionale qui se tiendra le 31 mars en Indonésie, avant de retourner à New York au mois de mai pour poursuivre le processus. Dans l'intervalle, je demanderai aux amis du Président désigné de mener des consultations avec les délégations présentes à Genève et à New York afin de mettre au point les éléments susceptibles d'être versés au document final.

(Signé) Pablo **Macedo**